

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur
à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif

COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur

de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X

PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)

MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université

Panthéon-Assas-Paris-II

ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État

Professeur associé à l'Université Paris-XII

43^e ANNÉE - N° 1 - JANVIER 2004

Chroniques 1 et 2

Commentaires 1 à 18

Pratiques 1

Actualités 1 à 8

LexisNexis™
JurisClasseur

La Rédaction vous présente
ses meilleurs vœux
pour l'année 2004

LE POUVOIR RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE BUDGÉTAIRE ET LA LOI ORGANIQUE DU 1^{er} AOÛT 2001

(page 6) par **Gérald CHALON**,
Docteur en droit
ATER à l'Université de Reims

LA DISPARITION DES TAXES PARAFISCALES

(page 12) par **Bernard MATAKANA**,
Docteur en droit public
Université de Paris X Nanterre

PRATIQUES : SEM et mise en concurrence :
un besoin de lisibilité du droit

CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :

8

L'expropriant n'est pas tenu de réaliser les travaux déclarés d'utilité publique (page 27)

13

Contentieux des services publics administratifs gérés par des personnes privées (page 32)

COMMENTAIRES

3

RÉFÉRENDUM LOCAL

Contrôle du juge sur
l'organisation du référendum
(page 21)

5

AIDES D'ÉTAT

Application de la jurisprudence
Ferring-Altmark (page 25)

17

SERVICES PUBLICS

Réductions assimilables
à une aide sociale et Convention
EDH (page 35)

4

CONCENTRATIONS

Contrôle du juge sur la
saisine du Conseil de la concurrence
(page 24)

16

SERVICES PUBLICS

Décision exonérant de
redevance une catégorie d'usagers
(page 34)

18

TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'autorité de régulation rap-
pelée au respect du droit de la consom-
mation (page 36)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 1 à 8	FONCTION PUBLIQUE (page 28)
		<i>Stage</i> : La non-titularisation en fin de stage n'exige pas une procédure contradictoire n° 9
		<i>Droits et obligations</i> : L'interdiction du port de signes religieux n° 10
		<i>Retraite</i> : Le délai de révision d'un an compatible avec la CEDH n° 11
		POLICE (page 31)
		<i>Concours de la force publique</i> : Le concours de la force publique à l'exécution de jugements d'expulsion n° 12
		PROCÉDURE (page 32)
		<i>Compétence administrative ou judiciaire</i> : Le contentieux des services publics administratifs gérés par des personnes privées Note CE n° 13
		<i>Référé</i> : Suspension d'un décret d'application d'une directive communautaire en raison d'un doute sérieux sur la régularité de celle-ci n° 14
		L'autorité des décisions du juge des référés ... n° 15
		SERVICES PUBLICS ET RÉGULATIONS (page 34)
		<i>Tarifs des services publics</i> : Charge de la preuve en cas d'exonération d'une catégorie d'usagers Note Martine Lombard n° 16
		Réductions assimilables à une aide sociale et Convention EDH Note Martine Lombard n° 17
		<i>Autorités de régulation</i> : Les autorités de régulation ne doivent pas créer des situations contraires au droit de la consommation Note Michel Bazex et Sophie Blazy n° 18
		PRATIQUES (par Paul Lignièrès et Catherine Desbounet) (page 38)
		Sociétés d'économie mixte et mise en concurrence : un besoin de lisibilité du droit n° 1
		Table du nom des requérants p. 2
		VEILLE LÉGISLATIVE p. 39
CHRONIQUES		
Le pouvoir réglementaire en matière budgétaire et la loi organique du 1 ^{er} août 2001	Chron. 1	
La disparition des taxes parafiscales	Chron. 2	
COMMENTAIRES		
ACTE ADMINISTRATIF ET PROCÉDURE NON CONTENTIEUSE (page 20)		
<i>Procédure non contentieuse</i> : Procédure contradictoire : le cas d'un retrait décidé sur injonction de l'administration	n° 1	
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 20)		
<i>Référendums locaux</i> : Le contrôle du juge sur l'organisation des référendums de l'article 72-4 de la Constitution	n° 2	
La commune est-elle tenue d'organiser un référendum-aménagement en cas de demande d'un cinquième des électeurs ? Note Xavier Braud	n° 3	
CONCURRENCE (page 24)		
<i>Concentrations</i> : Le contrôle du juge sur la saisine du Conseil de la concurrence Note Michel Bazex et Sophie Blazy	n° 4	
<i>Aides d'État</i> : Application de la jurisprudence Ferring-Altmark Note Michel Bazex et Sophie Blazy	n° 5	
CONTRATS (page 26)		
<i>Qualification de contrat administratif</i> : Nature d'un marché de fournitures conclu entre deux personnes publiques	n° 6	
EXPROPRIATION (page 27)		
<i>Déclaration d'utilité publique</i> : Absence d'utilité publique d'un projet de barrage	n° 7	
L'absence d'obligation de réaliser les travaux déclarés d'utilité publique Note CE	n° 8	

Index général

" J " renvoie à de la Jurisprudence, " T " renvoie à des Textes, " A " renvoie aux Actualités

Acte administratif1-J	Expropriation7-J, 8-J	Procédure
Aides d'État5-J	Finances publiquesT p. 39	Compétence judiciaire13-J
Régulation18-J, T p. 39	Fonction publique3-A, 9-J	Référé4-A, 5-A
Collectivités territoriales	Laïcité10-J	Référé-suspension14-J, 15-J
Référendum local2-J, 3-J	Retraite11-J	Santé publiqueT p. 39
Concentrations4-J	TerritorialeT p. 39	Services publics
Contrats6-J	Laïcité8-A	Égalité des usagers16-J, 17-J
Délégation de service public1-A	Police12-J	TélécommunicationsT p. 39
Étrangers6-A, 7-A, T p. 39	PréfetT p. 39	

TABLE DU NOM DES REQUÉRANTS

ADEICn° 18	des riverains du tronç commun A4-A86n° 8	Mansuyn° 9
Assoc. Convention vie et nature pour une écologie radicalen° 15	Communauté de communes de Chartreuse-Guiersn° 16	Montesinosn° 11
Assoc. de défense du site de Lancieux et de la baie du Beaussaisn° 3	Enirisorse SpAn° 5	Sté GAN Eurocourtagen° 13
Assoc. SOS-Rivièresn° 7	Felern° 2	Sté Interbrewn° 4
Ben Abdallahn° 10	Gemo SAn° 5	Sté Resimmon° 12
Comité de défense	GISTI, Ligue des droits de l'hommen° 17	Sté Techna SAn° 14
	Lavelotn° 1	Syndicat intercommunal de restauration collective ...n° 9
		Union des Groupements d'Achats Publicsn° 6